

## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois de mars 2018 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en finances publiques et droit fiscal (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en mars 2018). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 28 mars, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

*Vous recevrez au début du mois de mai un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois d'avril. A réception de ce prochain appel, n'hésitez donc pas à nous transmettre les références de vos publications (il est aisé pour nous de trouver les publications dans les revues mais beaucoup plus complexe de trouver celles dans des ouvrages collectifs); il est primordial que les références des publications dans notre champ scientifique soient diffusées entre nous, tant il est complexe de pouvoir tout suivre... La seule diffusion de ces références permet de faire connaître l'existence des publications en cause et d'inciter à aller en lire certaines ou à mettre de côté certaines références pour consultation ultérieure.*

*Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire. Nous espérons qu'il répondra à vos attentes.*

*La SFFP*

## Ouvrages

- \* BROLLES Roland, MARECHAL Thierry, STRAUB Bernadette, *Budget des communes et des EPCI 2018*, Berger-Levrault, coll. Les indispensables, (mars) 2018, 28<sup>ème</sup> éd., 1358 p.

*Largement utilisé par les praticiens des finances communales et intercommunales, qu'ils exercent leurs fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou d'un centre des finances publiques, le Budget des communes et des EPCI constitue plus que jamais le document de référence commun à l'ordonnateur et au comptable public. Méthodique, cet ouvrage est conçu selon le plan de la nomenclature M14. Il détaille le contenu et l'utilisation de chaque compte et précise pour chacun d'entre eux les modalités budgétaires et comptables d'écriture, ainsi que les pièces justificatives que l'ordonnateur doit transmettre au comptable.*

*Pédagogique, il rappelle le cadre juridique applicable à chaque opération avant d'entrer dans le détail des opérations budgétaires et comptables avec de nombreux exemples. Ainsi, il convient aussi bien aux praticiens expérimentés qu'aux débutants.*

*Dynamique, il accompagne les nombreuses évolutions qu'ont connues les collectivités territoriales ces dernières années et anticipe les transferts de compétences vers les EPCI programmés d'ici 2020.*

*À jour de l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif, cette 28<sup>e</sup> édition intègre notamment les modifications apportées par :*

- la loi de finances 2018 n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 ;
- l'avis publié le 31 décembre 2017 au Journal officiel relatif aux seuils de procédure des marchés publics ;
- le décret n° 2017-1889 du 30 décembre 2017 relatif à la compensation de la hausse de la CSG ;
- l'entrée en vigueur au 1er janvier 2018 de la dépenalisation du stationnement payant et la mise en oeuvre du forfait post-stationnement ;
- les taux de cotisations et barèmes divers à jour au 1er janvier 2018 ;
- l'instruction du 12 juin 2017 relative aux pièces justificatives et comptables dématérialisées ;
- le décret n° 2017-863 du 9 mai 2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. (texte de présentation éditeur)

- \* BURGUIERE Frédéric (dir.), *Les dettes publiques à la dérive*, Eyrolles, (mars) 2018, 236 p.

*Depuis la crise financière de 2008, la crainte de la déflation l'a emporté sur toute autre considération dans la définition des politiques économiques. Les mesures « non conventionnelles » mises en oeuvre par les banques centrales ont permis d'abaisser fortement le niveau des taux d'intérêt et de rendre supportable l'atonie de la croissance, mais elles ont enlevé toute contrainte de financement aux États, dont l'endettement a dérivé de façon inquiétante.*

*Le phénomène est mondial et on voit mal quel « miracle » pourrait inverser la tendance. Si la monétisation évitera aux États de faire défaut, il serait imprudent de penser qu'elle effacera leurs dettes de façon indolore. Les leçons de l'histoire nous enseignent en effet que le règlement des situations de surendettement a toujours des conséquences sur l'organisation des circuits financiers et sur la répartition de la richesse. (texte de présentation éditeur)*

- \* INSEE, *Tableaux de l'économie française*, INSEE, coll. Repères, (mars) 2018, 270 p.

*L'ouvrage se compose de 88 fiches organisées autour de cinq grands thèmes : territoire-population, emploi-revenus, conditions de vie-société, économie-finances et système productif. Chacune de ces fiches propose au lecteur des commentaires, des tableaux et des graphiques, des définitions et une liste de publications de référence sur le sujet développé. Elles fournissent des informations récentes sur la France et des données permettant de la situer par rapport à d'autres pays de l'Union européenne ou du monde. (texte de présentation éditeur)*

- \* PAPADAMAKI Ionna, *Les aides d'Etat de nature fiscale en droit de l'Union européenne*, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, (mars) 2018, 540 p., préface D. BERLIN

*L'étude repose sur l'hypothèse que les aides d'Etat de nature fiscale sont autonomes, se singularisant par rapport aux autres règles du droit fiscal de l'Union. Cela est essentiellement dû au fait que la finalité du contrôle des aides fiscales n'est pas facilement perceptible. Essayer de déterminer la finalité, ou mieux, la pluralité des finalités de ce contrôle, constitue l'objectif principal de cet ouvrage.*

*La démonstration de la finalité protéiforme du contrôle des aides fiscales est fondée sur une méthode d'identification d'une aide fiscale reposant sur deux éléments clefs : une double rupture d'égalité devant l'impôt et dans la concurrence. À cet égard, les autorités de l'Union bénéficient de pouvoirs importants. Cela leur permet d'étendre les finalités de ce contrôle, laissant apparaître sur ce point une correspondance entre la technique d'identification d'une aide fiscale et les finalités recherchées du régime des aides fiscales.*

*Le régime des aides fiscales dépasse son cadre initial de contrôle des systèmes fiscaux pour intégrer celui d'élaboration de règles juridiques communes. Les autorités de l'Union, par le biais du régime des aides fiscales, contrôlent les systèmes fiscaux nationaux. Dans le même temps, elles parviennent à jouer un rôle important dans la coopération interétatique au regard de la lutte contre la concurrence fiscale dommageable. Plus important encore, elles parviennent à coordonner les systèmes fiscaux nationaux, procédant à une instrumentalisation du contrôle des aides fiscales, un contrôle conçu comme un succédané de l'harmonisation fiscale.*

*Cette analyse permet de poser certaines interrogations quant à la capacité du contrôle à faire évoluer le droit fiscal de l'Union ainsi que de repenser la répartition des compétences entre les autorités européennes et nationales en matière fiscale. (texte de présentation éditeur)*

## Articles

- \* Dossier : *La dette publique* (actes du colloque de Lille, 20 octobre 2017), *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2 :
  - « Propos introductifs », par Stéphanie DAMAREY, p. 5
  - « Dépenser moins et rembourser la dette publique », par Stéphanie DAMAREY, p. 7
  - « Réglementer ou mutualiser », par Aurélien BAUDU, p. 13
  - « Fiscaliser », par Audrey ROSA, p. 19
  - « Monétiser », par Matthieu CARON, p. 25
  - « Restructurer », par Caroline LEQUESNE ROTH, p. 32
  - « Définancieriser », par Bruno THERET, p. 39
  - « (Dé)politiser », par François BONNEVILLE, p. 46
  
- \* ADVIELLE Frédéric et VAN HERZELE Pierre, « Les chambres régionales et territoriales des comptes et le contrôle des associations », *AJDA*, 2018, p. 623
  
- \* BARBERYE René, « L'hôpital public en danger », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 77
  
- \* BOUVIER Michel (entretien avec), « L'autonomie financière de l'autorité judiciaire : quelles pistes de réflexion ? », *Constitutions*, octobre-décembre 2017 (paru en mars 2018), p. 527
  
- \* CASTAGNEDE Bernard et GUTMANN Daniel (dir.), *L'année fiscale* in *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 190 à 207 (avec les contributions de L. AYRAULT, E. de CROUY-CHANEL, E. DINH, J.-P. MAUBLANC, E. RAINGEARD DE LA BLETIERE...)
  
- \* CHOUVEL Rudy, « Les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des États membres de l'Union européenne : une indépendance institutionnelle garantie ? », *Revue européenne de droit public*, vol. 28-n° 4, hiver 2016, p. 1281 (parution mars 2018)
  
- \* COLLET Martin, « Le cumul des sanctions pénale et fiscale », *RDP*, 2018, n° 1, p. 49
  
- \* COUSIN Clément, « Au cœur de la fiscalité indirecte des actes médicaux : l'enjeu de la définition de la thérapeutique », *RDSS*, 2018, p. 81
  
- \* DAMAREY Stéphanie, « Lois de finances, rééquilibrer le temps parlementaire (enfin ?) », Dalloz Actualité étudiant (site internet), Billet n° 14 du 19 février 2018 [non signalé dans le Billet bibliographique n° 1 portant sur les mois de janvier et février]:  
<https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/lois-de-finances-reequilibrer-le-temps-parlementaire-enfin/h/eebfc44d53547cf7f8423f1b9eed0b4c.html>
  
- \* DAMAREY Stéphanie et VANDENDRIESSCHE Xavier, « Jurisprudence financière. La Cour des comptes », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 146
  
- \* DAUMAS Vincent, « Quel est le point de départ du délai de prescription d'une créance indemnitaire née de l'illégalité d'une décision administrative ? » (conclusions sur CE, 5 février 2018, M. B... ; suivies des observations de Bernard POUJADE), *BJCL*, 2018, n° 1, p. 49

- \* DEBOISSY Florence et WICKER Guillaume, « Ne pas confondre signature et consentement pour une qualification d'établissement stable conforme à la réalité (À propos de TA Paris, 12 juill. 2017, Sté Google Ireland Ltd) », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 209
- \* DEGRASSAT-THEAS Albane et PAUBEL Pascal, « La fin d'une mesure comptable inefficace : la minoration forfaitaire de 40 euros lors de la prescription d'un médicament de la liste en sus dans certains tarifs d'hospitalisation », *Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance maladie (JDSAM)*, 2018, n° 19, p. 41
- \* DELVOLVE Pierre, « Un contentieux de subventions communales : le cas de l'octroi d'une subvention à une association LGBT (TA Nantes, 7 février 2018) », *AJDA*, 2018, p. 504
- \* DREYFUS Jean-David, « L'utilisation par les collectivités des financements innovants. Exemples du mécénat et du *crowdfunding* », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 138 (dossier : *Financement des collectivités*)
- \* DUFRESNOY Philippe, « La réforme du stationnement public », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 54
- \* DUFRESNOY Philippe, « La responsabilité des comptables publics : une assurance raisonnable de régularité des comptes », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 102
- \* DYENS Samuel et VIELH Juliette, « Octroi et « retrait » des garanties d'emprunt par les communes », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 142 (dossier : *Financement des collectivités*)
- \* FRANCK Alexis, « L'attribution d'une subvention par une commune à un centre LGBT peut-elle être regardée comme exempte de tout motif politique ? » (conclusions sur TA Nantes, 7 février 2018 ; suivies des observations de Henri JOZEFOWICZ), *BJCL*, 2018, n° 1, p. 38
- \* FUMENIER Patrick, « Intégration fiscale horizontale : conditions du bénéfice du régime pour le passé », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 220
- \* HABCHI Hadi et PICHOT-DELAHAYE Loïc, « Loi de finances pour 2018 : un équilibre financier encore fragile pour les collectivités territoriales (Cons. constit., 28 déc. 2017, loi n° 2017-1837, 30 déc. 2017) », *JCP, éd. A*, 2018, n° 2060
- \* JACQUEMOIRE Philippe, « Le plein de financements : l'essence du budget primitif ? », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 124 (dossier : *Financement des collectivités*)
- \* KERNEIS-CARDINET Mathilde, « Réparation intégrale du préjudice et limites procédurales », *JCP, éd. A*, 2018, n° 9, p. 50 [note sous Conseil d'Etat, 22 décembre 2017, 385864, *Ministre des Finances et des Comptes publics* -faute commise par l'administration lors de l'exécution d'opérations se rattachant aux procédures d'établissement ou de recouvrement de l'impôt]
- \* KLOPFER Michel, « Le projet de circulaire sur la contractualisation de la loi de programmation des finances publiques », *JCP, éd. A*, 2018, n° 10-11, App. rapide 235, p. 3
- \* LAURATET Séverine et DELSOL Charlotte, « Les retombées du plan BEPS en Afrique francophone », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 226
- \* LE CLAINCHE Michel, BIN Fabrice, BROUSSOLLE Yves et TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques. Janvier 2018-Février 2018 », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 117

- \* LEVOYER Loïc, « La TVA, nouvelle ressource des régions », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 151
- \* MAITROT DE LA MOTTE Alexandre et SILBERMAN Lauren, « Les clauses anti-abus, le droit primaire et le droit dérivé de l'UE : presque rien sur presque tout (CJUE, 7 septembre 2017, *Eqiom SAS et Enka SA*) », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 223
- \* MARTUCCI Francesco, « La longue marche vers le cadre budgétaire intégré de la zone euro », *RUE*, n° 316, mars 2018, p. 157
- \* MAUBLANC Jean-Pierre, « Fiscalité immobilière. Les nouvelles mesures fiscales », *AJ Droit immobilier*, 2018, p. 171
- \* PELLET Rémi, « Le financement de l'obstétrique : une application critiquable des « options pratiques tarifaires maîtrisées » de la convention médicale 2017-2021 », *Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance maladie (JDSAM)*, 2018, n° 19, p. 69
- \* PELLETIER Marc, « Droit constitutionnel fiscal : chronique de l'année 2017 », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 236
- \* PEZZIARDI André et BRUNET Jean-François, « Appréciation de la situation financière des collectivités par les CRTC », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 145 (dossier : *Financement des collectivités*)
- \* PISSALOUX Jean-Luc et BUISSON Jacques, « Jurisprudence constitutionnelle financière et fiscales », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 140
- \* PONS Thierry, « Le contrôle fiscal et le contentieux dans les groupes intégrés », *Revue de droit fiscal*, 2018, comm. 216
- \* PORTAL Eric, « Le pilotage national des finances locales par le plafonnement des dépenses », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 58
- \* PROUTEAU Lionel et TCHERNONOG Viviane, « Evolutions et transformations des financements publics des associations », *RFAP*, n° 163, pp. 531-542
- \* QUEROL Francis, « Les lois de programmation des finances publiques et la libre administration des collectivités », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 66
- \* SAOUDI Messaoud, « Le mécénat culturel. Vers la fin de l'«exception culturelle française» ? », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 87
- \* TONI E.M., « Les offices des recettes en Afrique francophone », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n° 2, p. 110
- \* VERJAT Armelle, « Impôt sur les sociétés : n'oubliez pas les revenus patrimoniaux », *Juris associations*, n° 575, 15 mars 2018, p. 39
- \* WEISZROCK Nicolas, « Les fonds européens structurels et d'investissement », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 127 (dossier : *Financement des collectivités*)
- \* WEISZROCK Nicolas, « Les régions au coeur de la gestion des injonctions paradoxales de la politique européenne de cohésion », *AJ Collectivités Territoriales*, 2018, p. 133 (dossier : *Financement des collectivités*)

\* WOLF Marc, « L'actualité de Nicholas Kaldor, fiscaliste (suite) » (en ligne le 31 mars 2018) : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2018/03/31/l-actualite-de-nicholas-kaldor-fiscaliste-suite> [la première partie a été signalée dans le Billet bibliographique n° 1]

----

► **Rapport récent de la Cour des comptes** (mis en ligne en mars) :

\* Rapport public thématique, *Les outils du PIA consacrés à la valorisation de la recherche publique* : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-03/20180326-rapport-outils-PIA-valorisation-recherche.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en mars) :

\* Le *Journal* de la Cour des comptes européenne, n° 3, 2018 :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL18\\_03/JOURNAL18\\_03.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL18_03/JOURNAL18_03.pdf)

\* *Briefing Paper. A contribution to simplification of EU research programme beyond Horizon 2020* : [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/Briefing\\_paper\\_H2020/Briefing\\_paper\\_H2020\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/Briefing_paper_H2020/Briefing_paper_H2020_EN.pdf)

La présentation en français de ce document d'information :

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/NewsItem.aspx?nid=9979>

\* *Rapport spécial n° 09/2018: Les partenariats public-privé dans l'UE: de multiples insuffisances et des avantages limités* :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18\\_09/SR\\_PPP\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_09/SR_PPP_FR.pdf)

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en mars)

\* MOREL-A-L'HUISSIER Pierre et PETIT Valérie (présenté par), rapport d'information sur l'évaluation des dispositifs d'évaluation des politiques publiques, Doc. Ass. nationale (n° 771) : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rap-info/i0771.pdf> (en ligne le 15 mars 2018)

\* BIZET Jean, HURE Benoît, Robert Sylvie et SUTOUR Simon, rapport d'information sur leur déplacement aux Pays-Bas, Sénat, n° 362 : <http://www.senat.fr/rap/r17-362/r17-3621.pdf> (en ligne le 15 mars 2018) ; des pages portant sur les « interrogations sur un « paradis fiscal » (pp. 19-25) néerlandais » et sur « l'équilibre financier au sein de l'UE » (pp. 25-27).

\* BONNE Bernard, rapport sur la situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), Sénat, n° 341 : <http://www.senat.fr/rap/r17-341/r17-3411.pdf> (en ligne le 9 mars 2018)

\* BRIDEY Jean-Jacques, rapport sur le projet de loi (n° 659) relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense, Doc. Ass. nationale, n° 765 (en ligne respectivement les 16, 22 et 15 mars 2018),  
tomes I : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rapports/r0765-tI.pdf>  
et II : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rapports/r0765-tII.pdf>  
et annexe au rapport : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/ta-commission/r0765-a0.pdf>

\* ROUSSEL Fabien, rapport sur la proposition de loi créant une liste française des paradis fiscaux (n° 585), Doc. Ass. nationale (n° 683) : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/rapports/r0683.asp> (en ligne le 2 mars 2018)

\* VIGIER Philippe, rapport tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'égal accès aux soins des Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale en milieu rural et urbain, Doc. Ass. nationale, n° 773 : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rapports/r0733.pdf> (en ligne le 9 mars 2018)

► **Parlement européen** (mis en ligne en mars)

\* Rapports sur la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=%2f%2fEP%2f%2fTEXT%2bREPORT%2bA8-2018-0051%2b0%2bDOC%2bXML%2bV0%2f%2fFR&language=FR>

et

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=%2f%2fEP%2f%2fTEXT%2bREPORT%2bA8-2018-0050%2b0%2bDOC%2bXML%2bV0%2f%2fFR&language=FR>

(1<sup>er</sup> mars 2018)

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur **Gallica** (ou via Gallica) au mois de mars 2018 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne)

\* « *Mémoire des propriétaires des salines du Midi [de Provence], pour obtenir la suppression de l'impôt sur le sel, sans qu'il en résulte aucun préjudice pour le gouvernement.* [Adresse / signée : Cappeau, Président en la Cour royale d'Aix, A. Bazin, J.-G. Eynard, Reybaud, etc. Marseilles [sic], 20 Février 1818] » : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1180851p/f3.image>

\* Houdoy, Jules, *L'impôt sur le revenu au XVI<sup>e</sup> siècle : Les états de Lille et le duc d'Albe*, Lille, Imprimerie L. Danel, 1872 :

<http://nordnum.univ-lille.fr/ark:/72505/a011487775860R48Zf8/9a5f121bbe>

Pour tout contact : [sffp@laposte.net](mailto:sffp@laposte.net)



@SFFP2017

LinkedIn